

—Al C. Ignacio Ramirez, Ministro de Fomento, Colonizacion, Industria y Comercio.

Y lo comunico á vd. para su inteligencia y fines consiguientes. Dios, libertad y reforma. México, Abril 5 de 1861. — Ramirez.

Documento núm. 5.

TRAITÉ

Pour la construction du chemin de fer entre la Soledad et le Chiquihuite

Ce jourd'hui le huit Septembre mil huit cents soixante trois, Par devant nous, Philippe Auguste de Morineau, Consul de France, Chancelier de la Légation Imperiale au Mexique.

ONT COMPARU

M. Charles de Sansac, ingénieur des ponts et chaussées, en mission du Gouvernement Français au Mexique, et M. Pierre Elguero, avocat à Mexico, assisté de M. Evelyn Lyons, Directeur du chemin de fer de Veracruz à Orizaba, domicilié en la ville de Veracruz. M. Pierre Elguero, en vue de la juridiction qu'il donne aux autorités françaises dans le contrat ci-après, déclare nous octroyer toute compétence aux fins du présent acte et stipuler au nom de M. Antonio Escandon, concessionnaire du chemin de fer de Veracruz au Pacifique, dont il a les pouvoirs les plus généraux, ainsi qu'il résulte d'une procuration authentique dont la grosse reste annexée au présent traité.

MM. Pierre Elguero et Evelyn Lyons font observer qu'aux termes du contrat passé à Orizaba le 23 Décembre, la Compagnie du chemin de fer dont M. Antonio Escandon est concessionnaire s'était engagée à construire un chemin de fer entre Tejería et le Chiquihuite, dans des délais déterminés et moyennant certaines

avances du Gouvernement Français, qui devaient prendre fin un mois après l'entrée des troupes françaises à Mexico; l'entrée des français ayant eu lieu officiellement de 11 Juin 1863 la cessation des avances avait lieu de plein droit le 11 Juillet suivant et la Compagnie devait alors, avec ses seules ressources achever le chemin jusqu'au Chiquihuite: MM. Pierre Elguero et Lyons reconnaissent que la Compagnie est impuissante à remplir cet engagement et que pour obtenir le but que se propose le Gouvernement français, il est indispensable de lui continuer des avances.

Acte pris de cette déclaration les comparants ont produit le document dont la tenor suit:

Art. 1er. Le présent traité a pour objet la continuation du chemin de fer dans l'étendue des terres chaudes et son achèvement entre la station de la Soledad et le Chiquihuite en un point qui sera ultérieurement déterminé par l'ingénieur du Gouvernement.

Art. 2. La Compagnie s'engage à exécuter les divers travaux que le chemin comporte aux conditions suivantes, savoir:

OBSERVATIONS.

<i>Ouverture de la ligne.</i>	Essartement sur 15 m.
Sous détail n° 1.	de largeur de chaque côté de l'axe. Le kilomètre 7000 fr.
<i>Terrassements.</i>	Fouille et transport de terres de toute nature pour déblai ou remblai.
S. D. n° 2.	Le mètre cube 6 fr.
S. D. n° 3.	Fouille et transport en dépôt de terres de toute nature à une distance supérieure à 100 mètres. Le mètre cube 8 fr.
<i>Maconnerie.</i>	Maconnerie de toute nature hourdée avec mortier.
S. D. n° 4.	Le mètre cube 70 fr.

<i>Charpente.</i> S. D. n° 5.	Le bois de charpente de toute espèce taillé à vives arêtes sur les quatre faces. Le mètre cube 400 fr.	Les petits fers sont compris dans ces prix.
S. D. n° 6.	Bois du pays en grume ou simplement équarri à la hache. Le mètre cube 200 fr.	
<i>Fers.</i> S. D. n° 7.	Gros fer pour boulons, équerres &c. Le kilogramme 1 fr. 50.	
<i>Traverses.</i> S. D. n° 8.	Fourniture et apport à pied d'œuvre de traverses de toute nature importées dans le pays. Chaque traverse 8 f.	
S. D. n° 9.	Les traverses fournies par les bois voisins de la ligne seront payées. Chaque traverse 7 fr.	
<i>Ballast.</i> S. D. n° 10.	Fouille et transport de sable vu gravier pour ballastage, quelle que soit la distance. Le mètre cube 10 fr.	
<i>Pose de voie.</i> S. D. n° 11.	Transport et fixation des rails, pose des écluses, plaques de joint, &c., y compris le garnissage des traverses. Le kilomètre 5,000 fr.	
<i>Bâtiments et hangars des stations.</i> S. D. n° 12.	Bâtiments des stations fermés en planches et couverts, quelle que soit la distribution intérieure.	

S. D. n° 13.	Lemètre superficiel 100 fr. Hangars ouverts sur les côtés mais couverts. Le mètre superficiel 50 fr.
--------------	--

Art. 3. Pour les travaux que devront être exécutés en règle la Compagnie pourra être tenue de prêter ses ouvriers et son matériel moyennant les conditions suivantes :

Une journée d'ouvrier ordinaire sera payée 7 fr.

Id. id. d'art, id, 13 fr.

Une journée de chariot avec ses conducteurs et par chaque mule attelé, 6 fr.

Ces divers fournitures seront faites par la Compagnie sur la réquisition écrite des agents du Gouvernement.

Art. 4. Les prix ci-dessus comprennent tous les frais accessoires pour agence, campement et nourriture des ouvriers, avances de fonds, indemnités diverses et autres faux frais nécessités par l'exécution de travaux.

Art. 5. Les travaux dont il est question dans le présent traité seront exécutés selon toutes les règles de l'art. En conséquence la Compagnie devra obtempérer à toutes les prescriptions qui lui seront imposées à cet effet par l'ingénieur du Gouvernement français.

Les matériaux seront de bonne qualité et devront être reçus avant l'emploi par les agents chargés de la surveillance.

Art. 6. Les travaux ou fournitures diverses nécessaires au chemin qui ne rentrent pas dans la série de prix de l'art. 2 et qui ne seraient pas exécutés en règle devront au préalable être approuvée par l'ingénieur du Gouvernement et seront payés intégralement après réception, sur la production des états de dépenses dressés dans les formes ordinaires.

Art. 7. Les divers projets du chemin seront fournis en temps utile et dans les formes ordinaires à l'ingénieur du Gouvernement. Ils ne seront mis à exécution qu'après avoir reçu son approbation.

En cas d'infraction à cette clause dûment constatée par un

procès verbal, la Compagnie supportera pour chaque cas spécial une amende de 10,000 fr. dont le montant sera ajouté au débit de la Compagnie dans le règlement définitif des dépenses. Ceci sans préjudice du droit réservé à l'ingénieur du Gouvernement par l'article suivant.

Art. 8. Des mandats de payement seront délivrés chaque quinzaine à la Compagnie pour le montant des travaux exécutés. Il ne sera fait aucune retenue de garantie. Toutefois l'ingénieur du Gouvernement reste libre d'interrompre la délivrance des mandats. Dans ce cas il en fournira les motifs par écrit à la Compagnie qu'avisera au mieux de ses intérêts.

Art. 9. L'exploitation totale ou partielle de la ligne ne pourra avoir lieu sans l'autorisation spéciale de l'ingénieur du Gouvernement, après une visite détaillée des diverses parties du chemin.

Art. 10. La Compagnie s'engage à livrer le chemin à l'exploitation au plus tard le 30 avril 1864. En cas de retard dûment constaté elle subira par chaque semaine de retard une amende de 25,000 fr. Par contre elle recevra une gratification de la même somme pour chaque semaine d'avance sans que le chiffre total de ces gratifications puisse dépasser 100,000 fr. Le montant de ces amendes ou gratifications sera porté en compte lors du règlement définitif des dépenses.

Art. 11. Si les travaux ne sont pas poussés avec tout l'activité désirable et que l'ingénieur juge qu'ils ne pourront être terminés dans le délai prescrits, la Compagnie sera mise en demeure d'accroître ses moyens d'action dans une proportion déterminée. A l'expiration du délai qui lui aura été fixé, si la Compagnie n'a pas obtempéré à cette mise en demeure, le commandant en chef du corps expéditionnaire pourra, sur la proposition de l'ingénieur, soit évincer complètement la Compagnie et ordonner la continuation des travaux en règle à ses frais, suivant les formes administratives françaises, soit faire travailler à côté de la Compagnie avec des moyens particuliers d'action. Dans ce dernier cas, l'article 10 sera encore applicable, mais seulement en ce qui concerne les amendes à supporter par la Compagnie.

Art. 12. Il est entendu que le présent traité a un caractère essentiellement provisoire, et pourra être résilié par une décision de M. le Ministre des Travaux Publics. La Compagnie dans ce cas jouira d'un mois de délai pour vider les lieux et régler sa situation. Elle pourra exiger qu'on lui reprenne à dire d'experts son matériel d'exécution.

Le Gouvernement pourra de son côté rentrer en possession du matériel de voie cédé à la Compagnie conformément au traité du 23 Décembre et resté sans emploi, en lui payant toutes les dépenses accessoires de transport et de rangement.

Art. 13. Après l'achèvement des travaux qui sera constaté par l'ingénieur du Gouvernement, il sera fait un compte de doit et avoir de la Compagnie à l'égard du Gouvernement. La Compagnie couvrira la dette qu'elle aura contractée au moyen des droits de douanes de diverses villes occupées par les français ou leurs alliés. Elle consent à cet effet la délégation nécessaire, et si la somme produite est insuffisante, elle soldera la différence avant le 1er Janvier 1865. Jusqu'à cette date, la Compagnie ne payera aucun intérêt pour les avances que lui auront été faites, mais elle accordera, le cas échéant, toutes les garanties que pourra prétendre le Gouvernement français suivant la loi mexicaine.

Art. 14. La présente convention qui servira de base à l'exécution immédiate sera soumise à l'approbation de M. le Commandant en chef de l'armée expéditionnaire.

Art. 15. Toutes les discussions auxquelles la convention pourrait donner lieu seront jugées suivant les formes administratives par le Conseil de Préfecture du Département de la Seine avec appels comme de droit. L'article 12 du privilège de la Compagnie ne s'opposant pas dans le cas à cette condition.

Art. 16. Le présent traité est fait de bonne foi entre les parties.

Art. 17. L'original du présent traité restera déposé aux archives de la Légation française à Mexico.

Fait à Mexico, en la Chancellerie de la Légation de France, les jour, mois et an que dessus.

Signé: *Ch. de Sansac.* — *Pedro Elguero.* — *M. E. de Lyons.* —

A. de Morineau. — Approuvé. — Le Maréchal Commandant en Chef de l'armée expeditionnaire, Signé: *Forey.*

Pour copie conforme: L'Ingénieur des ponts et chaussés, chef de service. Signé: *Ch. de Sansac.*

TRATADO

para la construccion del camino de fierro entre la Soledad y el Chiquihuite.

En este dia, el ocho de Setiembre de mil ochocientos sesenta y tres, ante nos, Felie Augusto de Morineau, cónsul de Francia, canceller de la Legacion Imperial en México,

HAN COMPARECIDO:

Mr. Carlos de Sansac, ingeniero de puentes y calzadas, en mision del Gobierno frances en México,

y el Sr. D. Pedro Elguero, abogado de México, acompañado de Mr. Evelyn Lyons, director del camino de fierro de Veracruz á Orizaba, domiciliado en Veracruz. El Sr. D. Pedro Elguero, en vista de la jurisdiccion que él da á las autoridades francesas en el contrato que despues se expresará, declara otorgarnos toda competencia á los fines del presente acto y estipular á nombre del Sr. D. Antonio Escandon, concesionario del camino de fierro de Veracruz al Pacífico, del cual tiene los poderes más amplios, segun así resulta del título auténtico, cuyo principal se acompaña al presente tratado.

Los Sres. Pedro Elguero y Evelyn Lyons hacen observar que segun los términos del contrato celebrado en Orizaba el 23 de Diciembre, la Compañía del camino de fierro, de la cual el Sr. D.

Antonio Escandon es concesionario, se habia obligado á construir un camino de fierro entre la Tejería y el Chiquihuite en los plazos estipulados y mediante ciertos adelantos del Gobierno frances, que debian terminar un mes despues de la entrada de las tropas francesas en México. Habiéndose verificado oficialmente la entrada de los franceses el 11 de Junio de 1863, la cesacion de los adelantos tuvo lugar de pleno derecho el 11 de Julio siguiente, y la Compañía debia entonces, con sus solos recursos, acabar el camino del Chiquihuite. Los Sres. Pedro Elguero y Lyons reconocen que la Compañía es impotente para llenar este compromiso, y que para obtener el objeto que se propuso el Gobierno frances, es indispensable continuarle los adelantos.

Tomada nota de esta declaracion, los comparentes han producido el documento cuyo tenor es el siguiente:

Artículo 1º El presente tratado tiene por objeto la continuacion del camino de fierro en las tierras calientes, y su conclusion entre la estacion de la Soledad y el Chiquihuite, en un punto que será ulteriormente determinado por el ingeniero del Gobierno.

Art. 2º La Compañía se compromete á ejecutar los diversos trabajos que el camino requiera, bajo las condiciones siguientes, á saber:

OBSERVACIONES.

Apertura de la línea. Desmante de 15 metros
Segun el pormenor nº 1. de cada lado de la línea.

El kilómetro 7,000 fs.

Terraplenes. Excavaciones y traspor-
S. P. núm. 2. te de toda clase de tierras
para escombrar ó terraplenar.

El metro cúbico 6 fs.

S. P. núm. 3. Excavacion y transporte
en depósito de tierras de
todas clases, á una distan-
cia superior á 100 metros.

El metro cúbico 8 fs.

- Albañilería.* Albañilería de toda clase con revestimiento de cal y canto.
S. P. núm. 4. El metro cúbico, 70 fs.
- Carpintería.* La madera de toda especie, labrada por las cuatro caras.
S. P. núm. 5. El metro cúbico, 400 fs.
- S. P. núm. 6. Maderas del país, entre cuadradas y simplemente labradas á hacha. Las pequeñas piezas de fierro están comprendidas en este precio.
El metro cúbico, 200 fs.
- Fierros.* Fierros para pernos gruesos, escuadras, &c.
S. P. núm. 7. El kilóg., 1 f. 50 cs.
- Durmientes.* Provision de durmientes de toda clase, importados en el país.
S. P. núm. 8. Cada durmiente, 8 fs.
- S. P. núm. 9. Durmientes de los bosques vecinos á la línea.
Cada durmiente, 7 fs.
- Balasto.* Excavacion y transporte de arena y cascajo para balasto, cualquiera que sea la distancia.
S. P. núm. 10. El metro cúbico, 10 fs.
- Asiento de la vía.* Transporte y fijacion de los rieles, union de ellos con las placas y colocacion de las eclisas.
S. P. núm. 11. El kilómet., 5,000 fs.
- Edificios y soportales de las estaciones.* Edificios para las estaciones, formados con maderera y cubiertos, cualquier-

- ra que sea la distribucion interior.
El m. superficial, 100 fs.
- S. P. núm. 13. Cobertizos abiertos por los costados, pero con techo.
El metro superficial, 50 fs.

Art. 3º Para los trabajos que deberán ser ejecutados científicamente, la Compañía facilitará sus operarios y su material, mediante las condiciones siguientes:

Jornal de operario comun, á 7 francos.

Idem de un maestro, á 13 francos.

Diario de carros con sus conductores, por cada mula de tiro, 6 francos.

Estos diversos servicios serán prestados por la Compañía mediante pedimento escrito de los agentes del Gobierno.

Art. 4º Los precios mencionados comprenden todos los gastos accesorios de agencias, campamentos, manutencion de los obreros, adelantos de dinero, indemnizaciones diversas y otros falsos gastos que se necesiten para la ejecucion de los trabajos.

Art. 5º Los trabajos á que se contrae el presente tratado serán ejecutados segun todas las reglas del arte. En consecuencia, la Compañía deberá sujetarse á todas las prescripciones, que se le impongan al efecto por el ingeniero del Gobierno frances.

Los materiales serán de buena calidad, y deberán ser recibidos, antes de emplearlos, por los agentes encargados de la inspeccion de las obras.

Art. 6º Los trabajos ó suministros diversos que sean necesarios para el camino, que no estén designados en los precios dichos en el art. 2º, y que no se ejecuten científicamente, deberán ser aprobados por el ingeniero del Gobierno, y serán pagados íntegramente, segun los estados ó cuentas que se presenten en las formas acostumbradas.

Art. 7º Los diversos proyectos de camino serán presentados en tiempo oportuno y en la forma ordinaria al ingeniero del Gobierno, y no serán ejecutados sino despues de haber recibido su aprobacion.

En caso de infraccion de ésta cláusula, debidamente comprobada por un proceso verbal, la Compañía sufrirá por cada caso especial una multa de diez mil francos, cuya suma se deducirá en el arreglo definitivo de la cuenta, sin perjuicio del derecho reservado al ingeniero del Gobierno en el artículo siguiente.

Art. 8º Las órdenes de pago serán entregadas cada quinceena á la Compañía por el importe de los trabajos ejecutados, sin retenerle ninguna suma por garantía. Sin embargo, el ingeniero del Gobierno queda en libertad para retener la entrega de las órdenes, en cuyo caso expondrá por escrito sus motivos á la Compañía, que obrará como mejor convenga á sus intereses.

Art. 9º La explotacion total ó parcial de la línea no podrá tener lugar sin la autorizacion especial del ingeniero del Gobierno, despues de una visita pormenorizada de las diversas partes del camino.

Art. 10. La Compañía se compromete á entregar el camino á la explotacion, lo más tarde el 30 de Abril de 1864. En caso de retardo se le exigirán por cada semana de dilacion, veinticinco mil francos de multa. En compensacion recibirá una gratificacion de la misma suma por cada semana de adelanto, sin que la suma total de esas gratificaciones pueda exceder de cien mil francos.

Las multas ó gratificaciones se cargarán en cuenta y se compensarán al fin de la liquidacion.

Art. 11. Si los trabajos no son impulsados con toda la actividad que se requiere, y el ingeniero juzga que no podrán terminarse en los plazos prescritos, la Compañía será puesta en el caso de aumentar sus medios de accion en una proporcion determinada. Al espirar el plazo, si la Compañía no ha cumplido, el comandante en jefe del cuerpo expedicionario podrá, á peticion del ingeniero, eliminar completamente á la Compañía y disponer la continuacion de los trabajos, segun las formas administrativas francesas, ó

hacer los trabajos del lado de la Compañía con sus medios particulares de accion. En este último caso el art. 10 será todavía aplicable, mas solamente en lo que concierne á las multas que debe sufrir la Compañía.

Art. 12. Queda entendido que el presente tratado tiene un carácter esencialmente provisional, y podrá ser rescindido por una decision del Ministro de Trabajos públicos, en cuyo caso la Compañía gozará de un mes de término para arreglar su situacion. Ella podrá exigir que se le reponga su material, á juicio de peritos.

El Gobierno podrá por su parte entrar en posesion del material de la vía cedido á la Compañía conforme al tratado de 23 de Diciembre, y lo que no se haya empleado, se le pagará con todos los gastos accesorios de transporte y de arreglo.

Art. 13. Despues de la conclusion de los trabajos, que será certificada por el ingeniero del Gobierno, se hará un cómputo del Debe y Haber de la Compañía con respecto al Gobierno. La Compañía cubrirá la deuda que haya contraido por medio de los derechos de las aduanas de las diversas ciudades ocupadas por los franceses ó sus aliados. Ella consiente á este efecto la delegacion necesaria, y si la suma producida es insuficiente, ella saldará la diferencia antes del 1º de Enero de 1865. Hasta esta fecha, la Compañía no pagará ningun interes por los adelantos que se le hayan hecho; pero en caso contrario, acordará todas las garantías que pueda pretender el Gobierno frances, segun la ley mexicana.

Art. 14. La presente convencion, que servirá de base á la ejecucion inmediata, será sometida á la aprobacion del comandante en jefe del ejército expedicionario.

Art. 15. Todas las discusiones que se susciten con motivo de esta convencion, serán juzgadas segun las formas administrativas, por el consejo de prefectura del Departamento del Sena, con apelacion como de derecho, no oponiéndose á esta condicion el art. 12 del privilegio de la Compañía.

Art. 16. El presente tratado es hecho de buena fé entre las partes.

Art. 17. El original del presente tratado será depositado en los archivos de la Legacion francesa en México.

Hecho en México, en la cancillería de la Legacion de Francia, el día, mes y año expresados.—(Firmado.)—*Ch. de Sansac.*—*Pedro Elguero.*—*M. E. Lyons.*—*A. de Morineau.*—Aprobado.—El mariscal, comandante en jefe del ejército expedicionario.—(Firmado.)—*Forey.*

Por la copia, conforme.—El ingeniero de puentes y calzadas, jefe del servicio.—(Firmado.)—*Ch. de Sansac.*

Certifico ser copia del original. Veracruz, 25 de Agosto de 1864.—(Firmado.)—*F. de Espeleta*, director de la Compañía.

Es copia de la que obra en el expediente respectivo. México, Mayo 1º de 1880.—Al márgen: *J. E. Perez.*—*A. Lozano*, oficial mayor.

Documento núm. 6.

MAXIMILIANO, Emperador de México:

Vistos los decretos de 31 de Agosto de 1857, y de 5 de Abril de 1861, que concedieron á D. Antonio Escandon el privilegio de un camino de fierro de México á Veracruz;

Visto el proyecto de trasferir esta concesion á la Compañía Imperial Mexicana, su fecha 19 de Agosto de 1864; y

Considerando la importancia de esta obra destinada á dar un desarrollo extraordinario á las transacciones comerciales é industriales del país, y la necesidad de procurar su pronta y completa ejecucion, aun á costa de grandes sacrificios:

Vista la opinion del Consejo de Estado y oido Nuestro Consejo de Ministros, hemos decretado y decretamos:

La transaccion de la línea del camino de fierro de Veracruz á México, hecha por el propietario D. Manuel Escandon á la Compañía Imperial Mexicana, representada por su apoderado el Sr.

Sandars, queda aprobada conforme á las cláusulas y bajo las condiciones estipuladas en el contrato anexo.

Nuestro Ministro de Fomento queda encargado de la ejecucion del presente decreto, que se publicará en el *Diario Oficial*, depositándose en los archivos del Imperio.

Dado en el Palacio de México, á 26 de Enero de 1865.

(Firmado).—*Maximiliano.*

Por el Emperador,

El Ministro de Estado,

(Firmado).—*Velazquez de Leon.*

CONVENIO

con la Compañía Limitada del Ferrocarril Imperial Mexicano.

El 23 de Enero de 1865.

Entre el Ministro de Fomento, á nombre del Estado, y á reserva de la aprobación de la presente por decreto de S. M. el Emperador,

POR LA UNA PARTE,

y la Sociedad establecida en Lóndres bajo el título de "Compañía Imperial Mexicana limitada," representada por el Sr. Sandars en virtud de poderes otorgados por el Consejo de administracion de dicha sociedad, con fecha 1º de Noviembre de 1864,

POR LA OTRA PARTE,

se ha dicho y convenido lo que sigue:

Art. 1º La Compañía queda reconocida como concesionaria de un ferrocarril desde Veracruz hasta México, por Orizaba y Córdoba, con un ramal para Puebla.